

Le rapport « *La société française et la guerre* » analyse la manière dont la société française pourrait être mobilisée en cas de conflit de haute intensité en Europe à l’horizon 2030. Il s’intéresse en particulier au rôle de l’armée de Terre, à la cohésion nationale, à la communication militaire et à la mobilisation des ressources humaines et industrielles.

Le document part du constat qu’un conflit majeur, s’il devait survenir, impliquerait avant tout des combats hors du territoire national, tout en exposant la France à des actions hybrides, notamment dans le champ informationnel. Dans cette perspective, les auteurs estiment que la préparation de l’arrière, le maintien de l’adhésion de la population et la capacité du pays à soutenir l’effort de guerre sont des facteurs déterminants.

La première partie du rapport traite du “*front intérieur*”. Elle souligne que la société française est traversée par des fractures sociales, territoriales et identitaires susceptibles d’être exploitées par un adversaire. Le texte insiste sur l’importance de la communication militaire, considérée non plus comme une simple fonction d’information, mais comme un instrument à part entière de la guerre informationnelle. Les auteurs plaident pour une parole plus rapide, plus proactive et mieux coordonnée, afin de contrer les fausses informations et de maîtriser le récit des opérations.

Le rapport prend pour exemple la réponse française à l’affaire dite du “*charnier de Gossi*”, présentée comme un cas de riposte efficace à une campagne de désinformation. Il en tire la conclusion qu’une communication fondée sur la preuve, la réactivité et la contextualisation des faits peut limiter l’impact des opérations adverses. Il estime également que la parole militaire doit rester compatible avec les principes démocratiques, la neutralité des armées et le devoir de réserve.

Le document s’intéresse ensuite aux conditions sociales d’un récit mobilisateur. Selon ses auteurs, les grands récits de sacrifice collectif rencontrent aujourd’hui davantage de difficultés dans une société marquée par l’individualisme, la fragmentation des appartenances et une relation plus ambivalente à l’État. Ils défendent donc un récit de défense civique, fondé sur l’utilité de chacun dans l’effort collectif, la transparence, l’équité des sacrifices et la lutte contre la désinformation.

La seconde partie du rapport porte sur la mobilisation des moyens humains et matériels. Elle évoque la nécessité d’une armée plus massive en cas de conflit prolongé, ainsi que l’identification de compétences critiques dans la population civile. Les auteurs s’intéressent aussi au rôle des entreprises, appelées à contribuer à la résilience nationale et, le cas échéant, au soutien de l’effort de guerre. L’enjeu industriel est présenté comme central, dans un contexte où l’économie française n’est pas jugée suffisamment préparée à une situation de guerre.

Le rapport se présente ainsi comme une réflexion prospective sur les conditions de mobilisation d’un pays confronté à un conflit de haute intensité. Il met l’accent sur l’articulation entre cohésion nationale, maîtrise de l’information, préparation militaire et capacité industrielle. Son objectif est de proposer des recommandations concrètes à destination de l’armée de Terre et des acteurs publics concernés.

[View Fullscreen](#)[Aller au contenu PDF](#)

Le soldat

Il n'y a rien à faire à cela. Et il n'y a rien à dire. Le soldat mesure la quantité de terre où l'on parle une langue, où règnent des mœurs, un esprit, une âme, un culte, une race. Le soldat mesure la quantité de terre où un peuple ne meurt pas. C'est le soldat qui mesure le préau de la prison temporelle. C'est le soldat qui mesure la quantité de terre où un langage, où une âme fleurit. C'est le soldat qui mesure le berceau temporel. C'est le soldat qui mesure la quantité de terre temporelle qui est la même que la terre spirituelle et que la terre intellectuelle...

Charles PÉGUY (1873-1914)



THEATRUM
BELLI